

Sommaire

Actualités du MMAISP

La ministre Raymonde Goudou fixe les priorités pour 2019

Le Rassemblement - vendredi 11 janvier 2019

<< Restez à vos postes et travaillez >>

Le Mandat - vendredi 11 janvier 2019

Fonctionnaires

743 fonctionnaires et agents décorés

Soir Info - samedi 12 janvier 2019

Les syndicats à nouveau en ébullition

Le Rassemblement - vendredi 11 janvier 2019

29 nouveaux inspecteurs du travail prêtent serment

Fraternité Matin - samedi 12 janvier 2019

Hamed Bakayoko accompagne les retraités de la préfecture de police d'Abidjan

Fraternité Matin - samedi 12 janvier 2019

Politique

Bruno Koné : " Il faut adapter l'offre aux populations les moins nanties "

Fraternité Matin - samedi 12 janvier 2019

Voici les mesures du gouvernement pour «accroître la pression fiscale»

L'Inter - samedi 12 janvier 2019

Henri Konan Bédié (Pdc) : «Ce n'est pas exclu»

L'Inter - samedi 12 janvier 2019

Suspension des poursuites contre Ehouo

L'Inter - samedi 12 janvier 2019

La mairie de Port-Bouët sous haute surveillance

Soir Info - samedi 12 janvier 2019



Modernisation de l'administration / La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou, a évoqué, ce mercredi 9 janvier 2019, lors de la cérémonie de présentation de vœux du nouvel an entre ses collaborateurs et elle, ses priorités pour la nouvelle année.

La ministre Raymonde Goudou fixe les priorités pour 2019



La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou, a évoqué, ce mercredi 9 janvier 2019, lors de la cérémonie de présentation de vœux du nouvel an entre ses collaborateurs et elle, ses priorités pour la nouvelle année.

2019 s'annonce très stratégique pour le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public. L'année précédente ayant été consacrée à poser les bases, celle qui démarre est censée marquer l'envol véritable de ce département jusqu'à l'émergence prônée par le président Alassane Ouattara en 2020. Ainsi, comme il est de coutume, la première responsable de ce ministère, Raymonde Goudou, a profité de la cérémonie de présentation de vœux entre ses collaborateurs et elle, qui s'est tenue le mercredi 9 janvier 2019, à Cocody-Riviera, pour livrer ses priorités. Bien évidemment, cette nouvelle année marquera l'achèvement des différents chantiers de l'année écoulée, avec succès, a-t-elle relevé. Aussi, en termes de perspectives, la ministre s'est voulue très stricte sur les résultats que sur le nombre de projets à élaborer. Car, a-t-elle signalé, sa vision première est que ces objectifs soient surtout réalisés et couronnés de succès. Au titre de ces chantiers, la mise sur pied de l'Observatoire du service public (Osep) dans toute l'administration ivoirienne, l'organisation de consultations nationales dont le financement sera fait par la Banque mondiale, l'organisation d'un symposium avec plusieurs autres pays et la réalisation d'un portail du citoyen (qui instaurera un dialogue entre l'administration et les usagers). Selon la ministre, la mission première de ce département qui est la dématérialisation doit être facilement perçue par les usagers. Un rôle complexe mais fascinant, a-t-elle signifié. C'est pourquoi, elle se dit rassurée quant à l'atteinte de ces

objectifs avec un personnel de qualité et surtout dévoué à la tâche. Cependant, Raymonde Goudou invite le personnel à redoubler d'ardeur pour maintenir le cap. Car, a-t-elle confié, le nombre réduit du personnel de son département facilitera la tâche. "Aujourd'hui, nous avons une famille réduite avec tellement plus de chaleur et moins de soucis !". Et de poursuivre en les invitant à cultiver l'esprit de solidarité afin que les résultats soient plus probants. Pour terminer, elle a souhaité une sainte et saine année à tous les employés du ministère et à leurs familles respectives. Aunom du personnel, le directeur de cabinet, Pierre Douhou, a réitéré sa disponibilité à conduire, avec rigueur, tous les chantiers qui leur seront confiés. D'autant plus que, selon lui, la ministre s'emploie à améliorer les conditions de vie et de travail de ses collaborateurs. "Tous, sommes conscients des défis qui nous attendent. Et nous sommes engagés à faire de notre département, un ministère phare", a-t-il argué. Bouabré Linda, présidente de la Mutuelle des agents et fonctionnaires, a salué ce genre d'initiatives qui rapprochent les employés de leur tutelle et facilitent l'atteinte des objectifs. Le personnel du ministère et la mutuelle ont offert à la ministre, des présents qui lui ont arraché un grand sourire. Ce sont plus de 200 membres du personnel dudit ministère qui ont pris part à cette cérémonie de haute portée.

AUDREY BONI

Ministère de la Modernisation / Mm Goudou Raymonde à ses agents

<< Restez à vos postes et travaillez >>



Goudou Coffi a exhorté ses collaborateurs au travail

Mme Goudou Coffi Raymonde, ministre de la Modernisation de l'Administration et du Service Public a sacrifié à la traditionnelle présentation de vœux ce mercredi 9 janvier, au Golf Hôtel. Il était plus de 200 personnes, les collaborateurs directs de la ministre et de tous les départements satellites du ministère. «A la sortie d'ici, que chacun» sache qu'on a une feuille de route et que chacun s'approprie. cette feuille de route. Le plus grand plaisir que vous pouvez me faire en cette nouvelle année, c'est de rester à vos postes parce que nous avons besoin de résultats l...) Et nous devons atteindre notre vitesse de croisière d'ici avril 2019 », a indiqué la ministre à ses collaborateurs. Poursuivant, elle a levé le voile sur certains chantiers, le symposium international sur les journées de la Modernisation, le lancement du Portail du citoyen dénommé Mille, (qui signifie en langue baoulé «Ce qui est pour moi»); un cadre de dialogue entre les usagers et l'administration... Douhou Pierre, le directeur de cabinet adjoint a, au nom de tous ses collaborateurs marqué leur soutien sans faille à Mme Goudou Coffi. «Nous sommes reconnaissants pour tous les efforts engagés pour que nous puissions travailler dans un cadre sain (...) Cette année sera marquée par d'importants chantiers. Nous nous engageons tous dans la réalisation de tous ces chantiers sous le leadership de Madame la ministre..>> a-t-il ajouté. Mme Bouabré Linda, présidente de la mutuelle des agents de la fonction publique (MAFOP) n'a pas manqué de souligner « la véritable chaîne de solidarité » qui existe entre les agents.

VINCENT BOTY

FONCTION-PUBLIQUE / 743 fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire ont été faits commandeurs, officiers et chevaliers dans l'ordre du mérite de la fonction publique.

743 fonctionnaires et agents décorés



Le ministre a décoré les récipiendaires (Photo : E.Y)

ses employés. Il a parlé de l'ancienneté de service, la probité et la discipline. Toutefois, a-t-il fait remarquer, tous ces bons points doivent être validés par le Conseil de l'Ordre du mérite de la fonction publique. C'est une fois ces choix actés par le président de la République, que les 743 fonctionnaire ont été décorés au titre de commandeurs, d'officiers et de chevaliers.

ELYSÉE YAO

743 fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire ont été faits commandeurs, officiers et chevaliers dans l'ordre du mérite de la fonction publique. Ces travailleurs du secteur public, qui se sont distingués par leur travail, leur contribution active au service de l'administration, et le renforcement de l'efficacité de l'administration, ont été décorés, le vendredi 11 janvier 2019, par le ministre de la Fonction publique, le général Issa Coulibaly. A l'esplanade de l'Ecole nationale de l'administration (Ena), à Cocody, où la cérémonie s'est déroulée, le ministre Issa Coulibaly a situé l'enjeu de la décoration, en affirmant que le défi de l'émergence à laquelle aspire la Côte d'Ivoire, repose sur une administration publique de qualité, performante, débarrassée de tous oripaux, et résolument tournée vers l'excellence et la satisfaction des usagers. Pour lui, cet objectif ne peut être atteint sans des agents ayant une haute conscience de l'Etat et de la chose publique. C'est pourquoi, il a félicité les récipiendaires, en leur demandant de maintenir le cap et de demeurer des exemples pour les plus jeunes. « (...) Si vous êtes à l'honneur ce matin, c'est parce que dans votre vie au quotidien, vous avez su cultiver les valeurs de probité, d'abnégation au travail, de discipline, de rigueur et d'efficacité, au service de vos organisations respectives », a dit le ministre. 152 commandeurs, 229 officiers et 362 chevaliers sont les fonctionnaires décorés, dont certains ont fait valoir leurs droits à la retraite depuis la fin du mois de décembre 2018. La directrice générale de l'Ena, Traoré Salamata, a souhaité aux retraités, une retraite heureuse qui doit impérativement leur ouvrir d'autres horizons agréables. Quant aux autres encore en service, elle les a invités à imprimer leur distinction et la marque de leur abnégation au travail, aux jeunes dont ils ont la charge. Idem pour Antoine Liadé Digbeu, le chef du secrétariat de l'ordre. Mais bien avant, il a donné les critères qui ont permis à l'État, de reconnaître le mérite de

Front social / Et c'est reparti pour le ballet incessant des menaces de grèves des syndicats issus de plusieurs ministères.

Les syndicats à nouveau en ébullition



des agents du ministère de l'Intérieur reviennent aussi à la charge. Yves Désiré Sery, son secrétaire général, a annoncé, le 8 janvier, une grève illimitée afin de réclamer de meilleures conditions de vie et le reversement de primes impayées. Même son de cloche au ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. La Coordisanté refait à nouveau surface en durcissant le ton. La coalition qui regroupe près de 15 syndicats a annoncé une grève dès le 28 janvier, sans aucun service minimum. Des soulèvements qui risquent à nouveau de troubler la quiétude des populations.

AUDREY BONI

Et c'est reparti pour le ballet incessant des menaces de grèves des syndicats issus de plusieurs ministères. Les secteurs de la Santé, de l'Enseignement et de l'Intérieur sont à nouveau sujets à des risques de grève. Le calme a été de courte durée. Les mouvements de grèves qui ont marqué la fin d'année 2018 reprennent de plus belle, après quelques moments d'accalmie. Ce sont les syndicats du secteur de l'enseignement du secondaire public qui ont ouvert le bal en ce début d'année en menaçant de bloquer les notes (devoirs et interrogations) du second trimestre. Et ce, s'ils n'obtiennent pas gain de cause concernant leurs revendications. Au titre des points de revendications, l'actuel leader du Synesci évoque la revalorisation de l'indemnité contributive au logement de 50.000 FCFA à 200.000 FCFA, le remboursement des souscripteurs du projet immobilier Sophia et le remplacement des tableaux noirs par ceux blancs avec marqueurs. Le Syndicat national

54e promotion de l'Ena

29 nouveaux inspecteurs du travail prêteront serment

Vingt-neuf élèves de la 54e promotion des inspecteurs du travail de l'École nationale d'administration (Ena), en fin de formation, ont prêté serment, mercredi, au tribunal de première instance d'Abidjan Plateau. C'était à l'occasion d'une cérémonie qui, au dire d'Annick Moulot, directeur de cabinet adjoint du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, « est prescrite par le Code du travail. Et qui permet de doter les inspecteurs du travail, rigoureusement formés par l'Ena, d'un attribut essentiel à l'accomplissement de leur mission ». À la cérémonie de réception organisée après la prestation de serment dans les locaux de la Caisse générale des retraités et agents de l'État (Cgrae) de Cocody, la représentante du ministre Pascal Kouakou Abinan a souhaité une belle et longue carrière aux impétrants. « Vous rejoindrez, dans quelques mois, les rangs de l'administration du travail pour devenir, comme vos prédécesseurs, des acteurs essentiels du développement économique et social de la Côte d'Ivoire », leur a-t-elle fait savoir. Pour Annick Moulot, « ne devient pas inspecteur du travail qui veut, mais qui peut, à force de travail et d'abnégation ». Avec l'option prise par le gouvernement de donner la priorité absolue aux questions sociales en 2019, les inspections du travail et des lois sociales seront fortement mises à contribution. « Il nous est demandé, en effet, d'être encore plus à l'écoute des populations et d'offrir un service public à même de soulager et de protéger les plus vulnérables d'entre elles », a indiqué l'autorité de tutelle. Au sujet de la mobilité et des besoins administratifs, le directeur de cabinet adjoint a rassuré que des démarches sont menées pour que des véhicules de service soient rapidement mis à la disposition des inspections du travail et pour que les personnels exercent dans des locaux adaptés et équipés. Cette cérémonie annuelle de réception des élèves inspecteurs de travail sortants, note la directrice générale du Travail, Bintou Coulibaly, « a pour enjeu de rappeler aux futurs agents les défis qui se présentent au ministère de l'Emploi et de la Protection sociale et de leur transmettre les recommandations nécessaires à l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées ».

GERMAIN GABO

Pour la première fois, ce service de police rend un hommage solennel à ses ex-collaborateurs.

Hamed Bakayoko accompagne les retraités de la préfecture de police d'Abidjan



Le ministre d'État Hamed Bakayoko a salué l'esprit de fraternité qui prévaut au sein de la police nationale. (PHOTO : DR)

Trente-trois fonctionnaires de police, en fonction dans différents services de la préfecture de police d'Abidjan et admis à faire valoir leurs droits à la retraite depuis le 31 décembre 2018, ont été célébrés hier. Tous grades confondus, ces désormais ex-policiers ont reçu un hommage digne des services qu'ils ont rendus à l'État de Côte d'Ivoire. Le ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, parrain de la cérémonie, a effectué le déplacement de la nouvelle préfecture de police d'Abidjan, située à quelques pas de l'université Nangui Abrogoua, sur la voie express menant à Abobo. Le préfet de police d'Abidjan, Dosso Siaka, initiateur de la cérémonie, a saisi l'occasion pour rappeler le dévouement à la tâche de ses désormais ex-collaborateurs. Qui ont tout donné à la police et à l'État de Côte d'Ivoire. C'est pourquoi il a souhaité que ceux qui ont la chance de bénéficier d'une retraite, se mettent à la disposition de leurs familles respectives. Afin que ces dernières bénéficient de leur présence à leurs côtés. Même son de cloche pour le ministre d'État Hamed Bakayoko qui, au-delà de partager la joie des familles qui retrouvent « enfin leur père ou mère », l'ex-patron de la police a rappelé et salué l'esprit de famille qui a toujours prévalu au sein de la police nationale. Ce qui, selon lui, a fortement contribué à surmonter les moments difficiles post-crise et le défi de la sécurisation de la Côte d'Ivoire. Résultat qui, selon le ministre d'État Hamed Bakayoko, sont très appréciés par le Président de la République Alassane Ouattara. C'est donc pour porter ce témoignage et exprimer son admiration pour la police nationale, que le

ministre de la Défense a effectué le déplacement de la préfecture de police d'Abidjan. Hamed Bakayoko qui a fait don de 5 millions de FCfa, dont 100.000 FCfa par personne retraitée, a, par ailleurs, demandé à ses ex-collaborateurs de garder cet esprit positif et le mettre à la disposition de leurs familles respectives. Le directeur général de la police nationale, Issouf Kouyaté, a pour sa part traduit sa gratitude au ministre d'État, pour avoir accompagné la célébration des retraités. Au nom des heureux récipiendaires, le commissaire de police Séri Ganoléba Maxime a salué la hiérarchie policière, pour l'attention qu'elle leur accorde. Il a encouragé le directeur général de la police nationale à poursuivre ses efforts de donner à la police un visage reluisant. À leurs collègues en fonction, le porte-parole a indiqué que bien faire une bonne carrière de police se résume en un seul mot : Servir. Avant d'expliquer que la retraite n'est pas une fatalité. «Quand l'heure de partir arrive, il faut partir et rester digne », at-il indiqué, avant de promettre leur disponibilité à aider le directeur général à mener à bien sa mission. Les 4 commissaires, 7 officiers et 22 sous-officiers célébrés ont reçu chacun la somme de 100.000 FCA et un diplôme.

MARC YEVOU



Logements sociaux / Les agents du ministère, les organisations professionnelles et les structures sous-tutelle ont présenté, hier, leurs vœux du nouvel an au ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme.

Bruno Koné : " Il faut adapter l'offre aux populations les moins nanties "



Les acteurs se sont engagés à accompagner l'action du ministre Bruno Koné. (PHOTO : D. R)

Le principe est simple. Si nous voulons faire des logements sociaux, il faut que l'offre soit adaptée à la cible, donc le moins cher possible. Par conséquent, la solution, ce n'est pas un cahier des charges qui crée une inflation au niveau du coût ». C'est en ces termes que Bruno Nabagné Koné, ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, a résumé hier sa vision de la politique des logements sociaux, à la faveur de la cérémonie de présentation des vœux du nouvel an à l'exCaistab au plateau. Bruno Koné a indiqué que c'est pourquoi il a demandé au Bureau national d'études techniques et de développement (Bnetd) de revisiter le cahier des charges du logement social. Surtout que « Quand quelqu'un quitte un quartier précaire, il n'a pas forcément l'ambition d'aller dans un appartement. Il a juste besoin d'un toit décent avec les aménagements minimum autour de lui », selon le ministre. dans son ambition de « repenser totalement la politique du logement social », Bruno Koné a annoncé le recrutement de promoteurs immobiliers disposant de capacités techniques et financières de production de logements sociaux de masse et à qui il a invité les promoteurs nationaux à s'allier. L'objectif étant d'accélérer le programme et, partant, la réforme, la réduction voire la disparition des quartiers précaires où vivent un million de personnes, soit un cinquième de la population d'Abidjan. Il s'agit de suivre l'exemple de pays comme le Maroc qui sont

à des taux d'environ 98 % de disparition des quartiers précaires. Au dire de Bruno Koné, ne pas prendre cette donnée en compte en plus du fait que le salaire minimum garanti est de 60 000 FCfa et que le salaire moyen est inférieur à 200 000 FCfa, « c'est frapper à côté de la cible ». Cela passe aussi par une régulation pertinente du marché et qui incite à l'investissement par les promoteurs. C'est également la facilitation de l'accès au logement à travers l'allongement de la durée de remboursement des crédits acquéreurs, à la réduction du taux d'intérêts et le renforcement de l'offre de logement locatif.

De la construction et l'urbanisation Bruno Koné est formel quant à la nécessité de revoir tout le dispositif visant à offrir des services fonciers et un habitat de qualité aux populations, puisqu'il existe depuis les années 1970 - 1980 et ne s'est pas adapté avec les changements survenus. hormis le changement de mentalité que cela implique, les modifications à apporter au processus concernent notamment la délivrance des titres fonciers qui reste essentiellement manuelle à l'heure du numérique. Ce sera entre autres des liens « incassables, incontournables, un référentiel géodésique unique, un système de géolocalisation et l'institution d'un identifiant unique avec des solutions block chain », selon lui. En outre, les nouvelles orientations du ministre portent sur la finalisation urgente du plan d'urbanisation et d'adressage des villes, surtout d'Abidjan. La finalisation de l'élaboration du code de la construction fait partie des priorités de Bruno Koné dans le courant du premier trimestre 2019. puisqu'il « permettra de disposer d'un cadre lisible et sécurisé ». Sans oublier le suivi des projets de construction de grands ouvrages dont l'esplanade du palais présidentiel, le petit palais à Cocody et la tour F de la cité administrative dont le début des travaux est imminent, vu que le transfert de la préfecture de police sur son site provisoire à Abobo est terminé. Cet engagement du ministre et le caractère concret et inclusif des actions du ministre ont été salué par ollo Germain, porteparole des organisations professionnelles, Coulibaly Lamine représentant les structures sous-tutelle et douyou Larissa, drh du ministère..

Bruno Koné se félicite de la réussite du projet de Bingerville-Djondjoumin à Bingerville-djondjoumin, c'est un site de huit hectares que l'état, dans le cadre de sa politique de logements sociaux, a dégagé pour la réalisation de maisons de type Lem (Lotissement à

équipements modérés, Ndlr). Ce projet qui a démarré en 2014 est quasiment achevé. Les équipes techniques du ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisation ont assuré à leur ministre Bruno Koné qu'il sera totalement achevé fin-mars. C'était pendant la visite de terrain qu'il a effectuée, le 11 janvier, sur le site du projet. « Je suis satisfait de ce que j'ai vu. Ce projet a démarré difficilement, mais aujourd'hui on a des maisons construites et d'autres déjà habitées. Le concept qui a été mis en œuvre marche parfaitement, et nous nous en félicitons », s'est réjoui le ministre Bruno Koné. Le site de Bingerville-djondjourn abrite au total 368 logements. déjà une centaine de maisons sont habitées, comme on a pu le constater. La formule mise en œuvre est simple : l'état prend en charge le foncier, les Vrd (Voix et réseaux divers, Ndlr) et l'acquéreur, après avoir payé la plateforme mise à sa disposition (80 à 100 m²), aménage lui-même selon ses moyens, mais conformément à un plan de maison déjà établi. « Sur ce site, l'acquéreur acquiert la plateforme à 2,8 millions de F Cfa et termine lui-même la maison. Ce qui revient à un peu moins de six millions de F Cfa le coût total. C'est un projet parfaitement adapté pour ceux qui ont de petits moyens ou même ceux qui ont des moyens irréguliers. Notre ambition est de faire en sorte que toute la population ait accès à des logements décentes », a expliqué le ministre. L'objectif, pour Bruno Koné, en effectuant cette visite, était de toucher du doigt la réalité des projets de logements sociaux, et voir ce qu'il y a lieu de corriger éventuellement. dans le programme des logements Lem, a-t-il précisé, il y a 1600 plateformes disponibles, qui sont réparties sur plusieurs sites de projets de logements sociaux au niveau du district d'Abidjan et ses environs. toutes ces plateformes n'ont pas encore été attribuées. « C'est l'occasion de lancer un appel à tous ceux qui sont intéressés par ce type de construction. Et comme c'est notre priorité de développer le logement social, nous allons au besoin dégager de l'espace ailleurs pour poursuivre ce programme. Nous avons des réserves foncières qui peuvent nous le permettre », a assuré Bruno Koné.

GESTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE 2019 / Tout sur les objectifs assignés aux Impôts, aux Douanes et au Trésor Le point complet des recettes attendues, des dépenses et investissements prévus

Voici les mesures du gouvernement pour «accroître la pression fiscale»



L'activité économique nationale s'annonce très dynamique en 2019
(Ph : DR)

Le budget de l'Etat 2019 est fixé à 7 334,3 milliards de Fcfa. Pour le financer le gouvernement entend certes recourir aux marchés financiers internationaux et autres appuis budgétaires extérieurs, mais la plus grande partie, sera mobiliser en interne.

Le secrétariat d'État auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, a sorti le rapport économique et financier 2019 annexé à la loi de finances portant budget de l'État pour l'année 2019. Ce rapport qui fait un rappel des performances économiques de 2017 et analyse la situation conjoncturelle nationale à mi-parcours [2018], aborde surtout les perspectives économiques et financières pour l'année 2019. Sur les perspectives 2019, notamment, le gouvernement informe qu'il entend poursuivre la mise en oeuvre des réformes et mesures de politiques structurelles profondes. Cela, afin de maintenir la solidité du cadre macroéconomique et renforcer l'environnement des affaires. A ce titre, il est envisagé, en matière fiscale, « de mettre en oeuvre des mesures de politiques et d'administration fiscale visant à accroître la pression fiscale de 15,6 % à 17 % entre 2018 et 2019 ». Pour atteindre cet objectif, il s'agira, dans la pratique, de finaliser la mise à jour de la base de données des contribuables de la Direction générale des impôts (Dgi) sur la base de l'identifiant unique. Autres mesures, définir une fiscalité optimale pour les Petites et moyennes entreprises [Pme]. améliorer le rendement de la Taxe sur la valeur ajoutée [Tva]. Toujours dans la poursuite de cet objectif, le

gouvernement va procéder à l'instauration de caisses enregistreuses pour une meilleure maîtrise des chiffres d'affaires des opérateurs économiques. Aussi, va-t-il prendre les dispositions pour améliorer le recouvrement de l'impôt foncier, non sans définir une stratégie pour formaliser les activités informelles afin d'accroître l'assiette fiscale.

Recettes. S'agissant des prévisions de recettes et dépenses pour l'année 2019, elles sont basées sur un taux de croissance du Produit intérieur brut (Pib) estimé à 7,8 %. En cela, les recettes totales et dons passeraient de 4 879,4 milliards de Fcfa en 2018 à 5 333,6 milliards de Fcfa en 2019. Spécifiquement, les recettes fiscales sont attendues à 4145,7 milliards de Fcfa en 2019 contre 3 727,6 milliards de Fcfa en 2018. Le rehaussement des recettes fiscales, apprend-on, repose sur les actions en cours et qui seront poursuivies, qui visent l'amélioration du recouvrement. Il s'agit principalement de la réorganisation de la Direction des grandes entreprises (Dge). du fonctionnement optimal de la procédure de télédéclaration instituée depuis 2015, de l'informatisation de la gestion des exonérations et des remboursements de crédits de Tva, de l'amélioration de la prise en charge des marchandises aux bureaux frontières, ainsi que de l'intensification de la lutte contre la fraude par l'installation des ponts bascules et la mise en service des nouveaux scanners. A ce titre, il a été assigné des objectifs clairs aux différentes régies financières que sont la Direction générale des Impôts (Dgi). le Trésor et la Direction générale des douanes . S'agissant de la Dgi, les recettes projetées pour 2019 sont de l'ordre de 2 286,7 milliards de Fcfa. Et les principaux impôts et taxes contributifs qui connaîtront un rehaussement de leur niveau pour aider à l'atteinte de cet objectif sont, dans un premier temps, l'impôt sur le Bénéfice industriel (Bic) hors pétrole. Il devrait passer de 348,7 milliards de Fcfa en 2018 à 401,5 milliards de Fcfa en 2019, « en relation avec le regain d'activité en 2018 ». Ensuite, l'impôt sur les revenus et salaires devrait aussi enregistrer en 2019, une hausse de 74,4 milliards de Fcfa par rapport au niveau de fin 2018 pour se situer à 597,7 milliards de Fcfa. Le gouvernement la justifie par « la relance de la politique de l'emploi et des recrutements dans les secteurs sociaux de la santé et de l'éducation, de la poursuite de la politique de déblocage, des avancements judiciaires dans l'administration publique ». Enfin, la Tva intérieure connaîtra également une hausse de 74,3 milliards de Fcfa par rapport à 2018 pour se situer

Les mesures du gouvernement pour "accroître la pression fiscale"

a 514,3 milliards de Fcfa. Cette projection, dit-on, prend en compte, outre l'accroissement de la consommation finale induite par la hausse des revenus, les actions de renforcement des contrôles. Au titre des recettes attendues du Trésor, les projections du gouvernement tablent sur 9,4 milliards de Fcfa contre une estimation à fin 2018 de 10,5 milliards de Fcfa. La ng quant a elle, doit faire entrer dans les caisses de l'État en 2019, 1849,5 milliards de Fcfa. Ces ressources proviendront entre autres, des taxes prélevées sur les produits pétroliers (399,9 milliards de Fcfa), sur les marchandises générales [942,2 milliards de Fcfa] et les taxes à l'exportation [402,1 milliards de Fcfa]. A ces recettes fiscales [4 145,7 milliards de Fcfa. il faut ajouter celles non fiscales qui ressortiraient à 614,7 milliards de Fcfa en 2019 contre 629,1 milliards de Fcfa en 2018. Puis, les dons qui sont projetés 'a 302,6 milliards de Fcfa contre un niveau attendu de 303 milliards de Fcfa en 2018. « Ils prennent uniquement en compte les projets ayant des conventions signées », précise le rapport.

Dépenses et investissements. Les dépenses publiques totales et prêts nets ont été arrêtés à 6124,6 milliards de Fcfa en 2019, en hausse de 291 milliards de Fcfa, comparativement à 2018 où ils étaient estimés à 5 833,7 milliards de Fcfa. Cette augmentation du niveau des dépenses s'explique, à en croire le rapport économique et financier, par la prise en compte de la totalité de l'impact financier du déblocage des avancements indiciaires de l'ensemble des fonctionnaires. En outre, les dépenses d'investissement y seraient pour quelque chose, d'autant qu'elles ont connu une hausse de 3,8 % (63 milliards de Fcfa), passant de 1 658,9 milliards de Fcfa en 2018 à 1 721,9 milliards de Fcfa en 2019. Ce en partie, du fait de la mise en oeuvre d'importants programmes tels que « l'école pour tous » avec notamment « la construction et l'extension des universités, la construction de salles de classes ».

ELYSÉE LATH

TICKET BÉDIÉ-SORO EN 2020 / Plateforme avec Gbagbo : «Nous sommes en pourparlers» / Cei: «Il s'agit d'une réforme en profondeur»

Henri Konan Bédié (Pdci) : «Ce n'est pas exclu»



Bédié confirme son rapprochement avec Soro (photo/DR)

À l'occasion de ses vœux à la presse, l'ancien chef de l'Etat ivoirien et président du Pdci-Rdal Henri Konan Bédié, a solennellement interpellé ce jeudi (10 décembre 2019) le président Alassane Ouattara sur des dérives qui font selon lui courir de graves dangers à la démocratie ivoirienne. Par ailleurs alors que le Rhdp doit tenir son congrès fondateur dans deux semaines: le Pdci tente de rallier tous les partis d'opposition pour lui faire barrage en 2020. Henri Konan Bédié sera-t-il lui-même candidat l'année prochaine ? Est-il prêt à s'allier avec Guillaume Soro ? Avec Laurent Gbagbo ? Henri Konan Bédié a reçu l'Afp et Rfi ce jeudi à Daoukro. Il répond aux questions de Pierre Pinto. RFI : « 2020 se passera bien », a déclaré le président ivoirien Alassane Ouattara il ya quelques jours. Vous partagez son optimisme pour les prochaines élections présidentielles ?

Henri Konan Bédié : J'espère bien que 2020 se passe bien, tout le monde le souhaite.

Vous avez dénoncé «des dérives». De quelles dérives s'agit-il ?

La corruption des mœurs politiques, le recrutement forcé des militants et des électeurs fonctionnaires ou agents de l'État pour faire partie du Rhdp-parti unifié (Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix). Ensuite, les limogeages intempestifs des personnes de leur poste. Tout cela provoque un chaos qui pourrait être un chaos généralisé. Je ne suis pas un oiseau de mauvais augure, je parle selon l'expérience que j'ai des affaires publiques.

Vous venez vous-même de sanctionner un certain nombre de cadres à la tête du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci), jugés trop proches du Rhdp. Pour autant, ils sont toujours dans le bureau politique. Est-ce que cela veut dire qu'il y a toujours de la place pour les tenants du parti unifié au sein du Pdci ?

Non. Pas les tenants du parti unifié. Il y a au Pdci de la place pour les militants du Pdci, ceux qui vont au parti unifié, ce sont ceux-là qui se mettent eux-mêmes en dehors du Pdci-Rda.

Peut-on dire aujourd'hui que le Pdci, avec la plateforme que vous appelez de vos vœux, se voit en moteur de l'opposition au régime actuel ?

Il pourrait l'être si les autres le veulent. Mais c'est surtout ensemble que nous serons la grande armada invincible, la grande opposition au Rhdp, au parti unifié, qui pourrait ravir tous les suffrages en 2020.

Cette union des forces est nécessaire pour battre le Rhdp en 2020 ?

C'est nécessaire pour la démocratie en Côte d'Ivoire et pour le développement durable de la Côte d'Ivoire.

Le Pdci organisera cette année une convention pour désigner son candidat. Est-ce que vous serez vous-même candidat à l'investiture ?

Je ne me prononce pas pour le moment. Je dis, c'est peut-être oui, peut-être non. Tout est possible conformément aux exigences de la démocratie.

On peut envisager un ticket Bédié-Soro en 2020 par exemple ?

Ce n'est pas exclu. Bédié-Soro, Bédié-un autre. Ce n'est pas exclu.

Le 15 janvier prochain, la semaine prochaine, la Cour pénale internationale doit statuer sur le sort de Laurent Gbagbo. Vous vous êtes déjà prononcé en faveur de sa libération. Mais quel rôle doit-il jouer s'il revient éventuellement au pays d'ici 2020 ?

Le rôle qu'il voudra jouer. Cela ne dépend que de lui-même. C'est un citoyen comme un autre.



Et vous aimeriez le voir rejoindre votre plateforme ?

Absolument. Déjà, nous sommes en pourparlers pour la mise en place de la plateforme nouvelle. Bédié, Ouattara, Gbagbo... Même si rien n'est tranché, vous l'avez dit vous-même, on parle de vos possibles candidatures en 2020.

N'y a-t-il pas un problème de renouvellement de la classe politique en Côte d'Ivoire à l'horizon 2020 ?

Pour nous, ce qu'il faut faire, c'est ce qui est conforme à la loi. Ce que la Constitution n'interdit pas. Peut-être toujours n'est-ce pas une réalité sur le terrain.

Qu'attendez-vous de la réforme de la Commission électorale indépendante (Cei). Et comment comptez-vous y participer, y contribuer ?

Beaucoup, nous en attendons beaucoup. D'ailleurs, nous avons désigné nos représentants au groupe de travail qui doit élaborer cette réforme. Il s'agit d'une réforme en profondeur, couplée avec le découpage politique, le découpage électoral de la Côte d'Ivoire.

Source : RFI

Le Procureur: « Seule la Chambre dont le député est membre, peut requérir la suspension de la détention ou de la poursuite »

Suspension des poursuites contre Ehouo

Le Procureur: « Seule la Chambre dont le député est membre, peut requérir la suspension de la détention ou de la poursuite »

Un communiqué du procureur de la République transmis aux rédactions, dans la soirée du vendredi 11 janvier, apporte des précisions dans l'affaire Ehouo.

Dans le cadre de la procédure ouverte contre Messieurs Bendjo Akossi Noël Honoré Charles, Ehouo Jacques Gabriel Martial et tous autres, le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance d'Abidjan a saisi ce jour, le Bureau de l'Assemblée Nationale d'une requête aux fins d'être autorisé à procéder à l'arrestation de Monsieur Ehouo Jacques Gabriel Martial, inculpé pour les faits de détournement de deniers publics, faux et usage de faux, et blanchiment de capitaux.

Relativement à cette affaire, le Procureur de la République a été par la suite saisi, ce même jour, par correspondance n°3/AN/PT du Bureau de l'Assemblée Nationale, d'une requête aux fins de suspension des poursuites engagées contre Monsieur Ehouo Jacques Gabriel Martial, conformément à l'article 92 alinéa 3 de la Constitution. Le Procureur de la République fait cependant observer qu'aux termes de cet alinéa, seule la Chambre dont le député est membre, peut requérir la suspension de la détention ou de la poursuite. Aussi le Procureur de la République tient-il à indiquer qu'il reste dans l'attente de la réponse à sa requête adressée au Bureau de l'Assemblée Nationale.

Fait à Abidjan, le 11 janvier 2019

Pour le Procureur de la République

Le Procureur de la République Adjoint KANGA Yao



Après les municipalités partielles / Vingt-six jours après la reprise des élections municipales dans la commune de Port-Bouët, le 16 décembre 2018, la tension n'est toujours pas retombée.

La mairie de Port-Bouët sous haute surveillance

Port-Bouët

La mairie sous haute surveillance des forces de l'ordre

Vingt-six jours après la reprise des élections municipales dans la commune de Port-Bouët, le 16 décembre 2018, la tension n'est toujours pas retombée. Les violences lors des élections ont fait place aux manifestations de rue des supporters des candidats. La menace de vandalisme à la mairie et surtout l'installation d'une administration provisoire ont soulevé la colère des partisans d'Emmou Sylvestre, déclaré vainqueur par la Commission électorale indépendante (Ceï). Cette situation volatile a occasionné un déploiement des forces de l'ordre autour de l'hôtel de ville de Port-Bouët. La présence de ces hommes en tenue a été revue à la hausse, depuis le jeudi 10 janvier 2019, lorsque plusieurs femmes, se réclamant de Dr Emmou Sylvestre, ont décidé de marcher sur la mairie, pour exiger l'installation de leur candidat à la mairie. Du coup, ce sont plusieurs gendarmes, des éléments des unités d'intervention de la Police nationale, qui ont été massivement déployés sur un vaste périmètre, qui part du lycée moderne jusqu'à l'abattoir. Le lendemain, vendredi 11 janvier 2019, le dispositif de sécurité était quasiment identique. La circulation a été coupée autour de l'hôtel de ville, pour filtrer les entrées et sorties, et 3 cargos de policiers veillaient au grain à l'entrée principale. À 14h, le dispositif de sécurité a été allégé, et les barrières de protection ont été levées. Toutefois, les centaines d'éléments des forces de l'ordre ont gardé leur position.

M'BRA KONAN